

Décision n° 00–164 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 16 février 2000 réservant des ressources en numérotation à la société Dauphin Télécom (numéros de la forme 05 90 77 MC DU)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L.36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu l'arrêté du 19 octobre 1998 autorisant l'entreprise Saint–Martin Téléphone à établir et exploiter un réseau radioélectrique ouvert au public et à fournir au public un service téléphonique mobile de proximité ;

Vu l'arrêté du 10 mars 1999 modifiant l'arrêté du 19 octobre 1998 autorisant l'entreprise Saint–Martin Téléphone à établir et exploiter un réseau radioélectrique de télécommunications ouvert au public et à fournir au public un service téléphonique mobile de proximité ;

Vu la décision n° 98–75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la demande de la société Dauphin Télécom reçue le [24 décembre 1999 ;

Après en avoir délibéré le 16 février 2000 ;

Décide :

Article 1er

– Les numéros de la forme 05 90 77 MC DU sont réservés à la société Dauphin Télécom pour la fourniture du service téléphonique au public dans la zone de numérotation élémentaire de Saint–Martin (Guadeloupe).

Article 2

– La société Dauphin Télécom acquitte, pour les numéros réservés à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 3

– Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, les numéros réservés à l'article 1 ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

Article 4 –

Le chef du service technique de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 février 2000

Le Président

Jean-Michel Hubert